



Cofinancé par
l'Union
européenne



GIPEAM
Commande publique

MARCHÉ PUBLIC
TRAVAUX

Marché de travaux – Réhabilitation du bâtiment du GIPEAM à TSINGONI

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP commun à tous les lots

Consultation n°

25GIPEAM19

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt





Cofinancé par
l'Union
européenne



SOMMAIRE

Eléments clés du contrat.....	Erreur ! Signet non défini.
ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT	3
INTRODUCTION.....	4
DEFINITIONS	5
PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	5
1. OBJET.....	5
2. STRUCTURE ET FORME	6
3. DURÉE	6
4. MODALITES D'EXÉCUTION DU PRESENT MARCHÉ	8
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
6. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS	10
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
8. LITIGE ET SANCTIONS.....	16
9. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	18
11. FIN DU MARCHÉ	21

CONTACT

-

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt





Cofinancé par
l'Union
européenne



ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Travaux de réhabilitation du bâtiment du GIPEAM à Tsingoni
	Acheteur	GIPEAM
	Type de contrat	Marché public de travaux passé selon une procédure adaptée
	Lieu d'exécution	Mayotte
	Durée	La durée d'exécution des travaux est fixée à 2 mois calendaires à compter de la notification
	Pénalités de retard	Pour plus de détails, cf. Article 8. du CCAP
	Nature des prix	Forfaitaire
	VISITE OBLIGATOIRE	Une visite du site sera organisée au cours de la première semaine suivant la publication du marché. Pour toute information relative à cette visite et pour convenir des modalités pratiques, les candidats sont invités à prendre contact avec le maître d'œuvre (M.E.I.).

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt





Cofinancé par
l'Union
européenne



INTRODUCTION

Dans le cadre du rétablissement de ses activités et afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement de ses services, le GIPEAM met en place un marché de travaux alloté portant sur la réhabilitation de son bâtiment, endommagé à la suite du cyclone Chido.

Ce marché a pour objectif de permettre au GIPEAM de retrouver un bâtiment fonctionnel, sécurisé et conforme aux normes en vigueur, dans des conditions optimales de qualité, de délais et de coûts.

Les travaux seront réalisés par lots distincts correspondant aux corps d'état suivants :

- **Lot 1** : Menuiserie
- **Lot 2** : Plâtrerie
- **Lot 3** : Plomberie
- **Lot 4** : Électricité
- **Lot 5** : Peinture
- **Lot 6** : Climatisation

Chaque titulaire de lot devra exécuter les prestations qui lui sont attribuées, en tenant compte des contraintes techniques, réglementaires et opérationnelles du site, et en coordination avec les autres titulaires.

Les obligations générales des titulaires incluent notamment :

- Le respect des prescriptions techniques propres à leur corps d'état ;
- La fourniture et la mise en œuvre des matériaux, matériels et équipements nécessaires ;
- La coordination avec les autres intervenants pour éviter toute gêne ou retard ;
- Le respect des règles de sécurité et de protection de l'environnement ;

Les titulaires devront assurer un service performant, fiable et réactif, s'appuyant sur une organisation claire et des interlocuteurs identifiés pour garantir la bonne exécution et la remise en service rapide du bâtiment.

CONTACT

-






1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt





DEFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché passé selon une procédure adaptée (Article R2123-1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <u>CCAG Travaux du 30 mars 2021</u> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	Le GIPEAM agit en tant que maître d'ouvrage lors de la passation du marché.
 Bénéficiaire	Le GIPEAM est le bénéficiaire des travaux.
 Titulaire	Les titulaires désignés dans le contrat sont les opérateurs économiques qui concluent le contrat avec l'acheteur.
 Prestation	Les prestations sont l'ensemble des travaux, fournitures et services prévus au contrat qui incombent aux titulaires et sont rémunérés par le GIPEAM. Le terme « prestations » vise également toute partie du marché soumise à des règles techniques ou administratives spécifiques.

PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. OBJET

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de réhabilitation du bâtiment du GIPEAM situé à TSINGONI.

Les prestations comprennent notamment :

- La fourniture et la mise en œuvre de l'ensemble des matériaux, équipements et fournitures nécessaires à l'exécution des travaux, conformément aux prescriptions techniques.
- L'exécution des travaux dans le respect des règles de l'art et de la réglementation en vigueur (notamment en matière de sécurité, d'accessibilité et de performance énergétique).
- La coordination entre les différents corps d'état afin de garantir la bonne réalisation et l'enchaînement des travaux.
- La remise en état du chantier et l'évacuation des déchets en fin d'intervention.
- La livraison d'un bâtiment réhabilité conforme aux exigences techniques et fonctionnelles définies dans les pièces du marché.





2. STRUCTURE ET FORME

■ 2.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché à procédure adaptée (Article R2123-1 1° - Code de la commande publique)

■ 2.2. Nature des prestations :

Les prestations relèvent d'un contrat de travaux.

■ 2.3. Allotissement :

Le présent marché sera attribué à plusieurs opérateurs économiques.

Il y aura au maximum un (1) attributaire titulaire par lot, suivi d'un suppléant en cas d'absence ou d'incapacité du titulaire.

L'accord-cadre est alloti de la façon suivante :

Lot	Intitulé	Code CPV
1	MENUISERIE	45421100-5
2	PLATRERIE	45410000-4
3	PLOMBERIE	45330000-9
4	ELECTRICITE	45310000-3
5	PEINTURE	45442100-8
6	CLIMATISATION	45331220-4

3. DURÉE

■ 3.1 Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **2 mois** à compter de la date indiquée dans le courrier de notification.

■ 3.2. Reconduction du contrat :

La durée d'exécution des travaux est fixée à deux (2) mois à compter du courrier de notification.

En cas de circonstances particulières empêchant l'achèvement des travaux dans ce délai (intempéries, difficultés techniques imprévues, force majeure, etc.), l'acheteur pourra décider, pour un ou plusieurs lots, de prolonger le délai d'exécution.





Cette prolongation ne pourra excéder deux (2) mois. Elle fera l'objet :

- Soit d'une notification écrite au(x) titulaire(s) concerné(s) lorsqu'elle n'entraîne pas de modification du montant du marché ni de ses conditions essentielles ;
- Soit d'un avenant lorsque la prolongation implique une incidence financière ou modifie les conditions essentielles du marché.

Seul le GIPEAM est habilité à prendre cette décision.

■ 3.3. Pièces contractuelles du marché :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

Pièces particulières :

- **l'Acte d'engagement (A.E.)**, et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- **la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.)**, propre à chaque lot ;
- **le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)** et, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- **les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chaque lot** ; dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seul foi ;
- le planning prévisionnel ;
- les plans qui seront réalisés par le maître d'œuvre ;
- **le mémoire technique propre à chaque lot** remis par le titulaire avec son offre (seuls les éléments demandés au règlement de consultation ont une valeur contractuelle) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG TRAVAUX) version 2021 ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ; - les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;

Pièces générales :

Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Travaux (« CCAG-TRAVAUX » - arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, NOR : ECOM2106868A) dans sa version applicable à la date de lancement du marché.





4. MODALITES D'EXÉCUTION DU PRESENT MARCHÉ

■ 4.1. Les ordres de service

À la notification du marché de travaux, un ordre de service (OS) de démarrage sera transmis au titulaire par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Tout ordre de service émis pendant la durée du marché s'impose au titulaire, qui doit s'y conformer dans les délais fixés. Les OS peuvent concerner le démarrage, la suspension, la reprise, la modification ou la réception des travaux. Les OS sont transmis par écrit (courrier ou voie dématérialisée) et peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. En cas de contestation d'un OS, le titulaire doit en informer par écrit le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours, sans que cela ne le dispense de l'exécuter. Le non-respect d'un OS dans les délais pourra donner lieu à l'application de pénalités prévues à l'article 8 du présent CCAP.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

■ 5.1 Prix du contrat :

5.1.1 Établissement des prix :

Le titulaire est rémunéré par le GIPEAM sur la base du document tarifaire détaillé communiqué, sous réserve de validation préalable par le GIPEAM.

Les prix sont établis hors taxe et en euros, et réputés comprendre toutes charges, frais et obligations résultant du présent marché.

Les prix tiennent compte de l'ensemble des contraintes d'exécution.

5.1.2. TVA :

Conformément à l'article 294 du Code général des impôts, la TVA ne s'applique pas aux prestations réalisées à Mayotte, ni à l'importation de biens. Par conséquent, les prix indiqués dans le cadre du présent marché sont exprimés hors TVA.

Le titulaire s'engage à respecter cette spécificité fiscale applicable à Mayotte et à ne pas inclure de TVA dans ses factures.





■ 5.2 Modalités de paiement :

5.2.1 Avance :

Aucune avance n'est accordée au titulaire conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique, compte tenu de la durée d'exécution du marché.

5.2.2 Solde :

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, le paiement s'effectuera en une seule fois, après constatation de la réception des travaux et établissement du décompte général et définitif, sur la base des prestations exécutées et validées par le maître d'œuvre.

5.2.3. Présentation des demandes de paiement :

Le titulaire facture le GIPEAM sur la base des situations de travaux établies conformément aux prestations réalisées et validées par le maître d'œuvre.

La facture comporte le détail des prestations, l'émetteur, le destinataire, les mentions spécifiques prévues au marché, le montant toutes taxes comprises ainsi que les références de l'ordre de service ou de la situation à laquelle elle se rapporte.

La facture est transmise au GIPEAM de la manière suivante :

Elle est transmise de manière électronique aux adresses e-mail communiquées.

Elle est transmise de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique à l'adresse email suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

A titre informatif, le titulaire est également invité à envoyer une copie électronique de la facture par e-mail à l'adresse suivante : brigitte.gerifalco-neis@europe-a-mayotte.yt

Il est précisé que la transmission par e-mail ne remplace en aucun cas l'obligation de transmission par Chorus Pro, et seule cette dernière transmission sera retenue pour le traitement des factures.

5.2.3. Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement





5.2.4. Décompte général :

Les modalités relatives au décompte général sont régies par les articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux, sous réserve des précisions suivantes :

- Le maître d'œuvre notifie le décompte général au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte final transmis par le titulaire.
- À défaut de notification dans ce délai, et en l'absence de réserves à la réception, le projet de décompte final transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif.
- En cas de désaccord sur le montant du décompte général, le titulaire dispose d'un délai de 30 jours pour présenter un mémoire en réclamation conformément à l'article 55 du CCAG Travaux.

Le paiement du solde est effectué dans les conditions prévues à l'article 5.2.3 ci-dessus.

5.2.4. Paiement des cotraitants et des sous-traitants :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant du groupement conjoint, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir du projet de décompte afférent assigné à ce cotraitant. En application de l'article 10.7.1 du CCAG TRAVAUX, en cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

6. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

■ **6.1 Conditions de réalisation des prestations :**

6.1.1. Modalités et délai de réalisation des travaux :

Les travaux sont exécutés conformément aux besoins exprimés par le GIPEAM et aux prescriptions du marché, sur la base des ordres de service émis par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre.

Le titulaire s'engage à :

- Exécuter les travaux dans les délais impartis par le calendrier d'exécution fixé à l'ordre de service de démarrage, en tenant compte des contraintes exprimées (sécurité, accès au site, continuité de service, phasage des interventions, etc.) ;
- Respecter strictement les prescriptions techniques du **CCTP spécifique à son lot**, ainsi que les normes en vigueur et les règles de sécurité applicables au chantier ;
- Coordonner ses interventions avec les autres titulaires de lots afin d'assurer le bon enchaînement des travaux ;
- Informer immédiatement le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toute difficulté susceptible d'affecter le délai ou la qualité des travaux.





Les prestations sont considérées comme exécutées :

- À la réalisation complète des travaux prévus au marché et dans les ordres de service ;
- Après constat de conformité par le maître d'œuvre et validation par le maître d'ouvrage lors des opérations préalables à la réception.

Tout manquement pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues au marché.

6.1.2. Autres documents soumis à approbation :

Pour chaque section, le titulaire doit fournir au maître d'œuvre, les documents nécessaires pour approbation.

Le titulaire doit fournir les documents sous 15 jours calendaires avant approbation sous peine de pénalités.

Le maître d'œuvre peut aussi demander la fourniture de certains documents de préparation ou d'exécution afin de contrôler le déroulement des travaux sans que le titulaire puisse réclamer une indemnité de ce fait. Le titulaire devra alors fournir ces documents sous 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande sous peine de pénalités.

Le maître d'ouvrage dispose de 15 jours calendaires pour approuver ou faire des remarques éventuelles sur les documents transmis. Passé ce délai, les documents sont réputés être acceptés.

Il est spécifié que le visa ou l'acceptation des documents de réalisation par le conducteur d'opération laisse au titulaire la pleine et entière responsabilité correspondante.

■ **6.2 Vérification des prestations :**

6.2.1. Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.





6.2.2. Opérations de vérification des prestations :

Les travaux exécutés par le titulaire sont soumis à des vérifications qualitatives et quantitatives, destinées à constater leur conformité aux stipulations contractuelles, dans les conditions prévues aux articles 41 à 44 du CCAG Travaux.

Ces vérifications portent notamment sur :

- La conformité des travaux aux prescriptions techniques du marché, des plans et documents d'exécution approuvés ;
- La qualité des matériaux et fournitures employés, conformément aux normes et spécifications contractuelles ;
- La bonne exécution des ouvrages selon les règles de l'art ;
- Le respect des délais d'exécution fixés par le marché et les ordres de service ;
- L'achèvement complet des prestations prévues au lot concerné.

Les vérifications sont effectuées :

- Soit au fur et à mesure de l'exécution des travaux, dans le cadre du suivi de chantier par le maître d'œuvre ;
- Soit au moment de la réception des travaux, conformément aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

À défaut de notification d'une décision par le maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours à compter de la demande de réception ou du constat d'achèvement des travaux, ceux-ci sont réputés admis avec ou sans réserve, conformément au CCAG Travaux.

En cas de non-conformité :

- Le maître d'ouvrage peut demander la démolition et la reprise des ouvrages à la charge du titulaire, sans coût supplémentaire pour le maître d'ouvrage ;
- Il peut également décider d'accepter les travaux avec réfaction du prix, si les écarts sont mineurs et que la destination de l'ouvrage n'est pas compromise ;
- Il peut enfin refuser la réception et fixer un nouveau délai pour mise en conformité.

■ **6.3 Clause de réexamen et modifications du contrat**

6.3.1. Principe :

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié dans les conditions prévues par la loi, sans changer l'objet ni la nature globale de l'opération.

6.3.1.1. Modifications et ajouts à la suite d'une évolution réglementaire ou normative

En cours d'exécution, si une évolution législative, réglementaire ou normative impose de modifier les prestations prévues au marché (méthodes, matériaux, procédés d'exécution), ces modifications seront intégrées, dans la limite du strict coût nécessaire à la mise en conformité.





6.3.1.2. Travaux supplémentaires nécessaires à la bonne exécution

En cas de travaux supplémentaires non prévus dans le DPGF initial, leur prix sera fixé comme suit :

- Si les travaux supplémentaires sont analogues à des prestations prévues au marché, le prix sera déterminé par application d'un prix unitaire extrapolé à partir du DPGF (par exemple, calcul au prorata d'un prix global pour une quantité équivalente).
- Si les travaux supplémentaires ne sont pas prévus au marché et ne peuvent pas être valorisés à partir du DPGF, le titulaire proposera une analyse de prix détaillée (main-d'œuvre, fournitures, frais divers), soumise à validation préalable du maître d'ouvrage avant toute exécution.

Aucun travail supplémentaire ne pourra être engagé sans ordre de service préalable du maître d'ouvrage fixant son prix et ses conditions d'exécution.

6.3.1.3. Modification en cas de circonstances imprévisibles

Si l'exécution est rendue impossible ou fortement perturbée par des circonstances imprévisibles (exemple : pénurie de matériaux, événements climatiques majeurs, mesures administratives exceptionnelles), le titulaire pourra proposer :

- Une adaptation technique des prestations ;
- Un allongement des délais ;
- Ou, de manière exceptionnelle, une révision des prix, sous réserve de ne pas modifier l'équilibre financier du marché au profit du titulaire.

La demande devra être justifiée par tous moyens utiles et soumise à validation écrite du maître d'ouvrage.

6.3.1.4. Modalités de mise en œuvre

Toute demande de modification ou d'ajout de travaux doit être transmise au maître d'ouvrage avec :

- La justification technique et réglementaire ;
- Une description précise des travaux à réaliser ;
- Un chiffrage détaillé ;
- Un impact sur le planning.

Le maître d'ouvrage dispose de **15 jours calendaires** pour accepter ou refuser la proposition. L'absence de réponse vaut rejet.

En cas d'acceptation, les nouveaux prix ou prestations feront l'objet d'un avenant ou d'un ordre de service modificatif.

6.3.2. Dérogation au principe d'exclusivité

En cas de défaillance grave ou persistante du titulaire, ou de circonstances exceptionnelles l'empêchant d'exécuter tout ou partie du marché, le maître d'ouvrage pourra confier ponctuellement des travaux à un tiers, dans le respect du Code de la commande publique.





6.3.3 Dématérialisation du suivi :

Les décisions, ordres de service et actes modificatifs seront notifiés par voie électronique via le profil acheteur. La notification est réputée reçue le jour de la première consultation du document, ou à défaut, 48 heures après son envoi.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ **7.1 Obligations courantes du titulaire**

7.1.1. Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

7.1.2. Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire informe immédiatement le maître d'ouvrage de toute difficulté, retard, évolution réglementaire ou événement susceptible d'impacter l'exécution des travaux.

Il communique également toute modification concernant :

- Ses représentants habilités,
- Sa forme juridique, sa raison sociale, son adresse ou son siège,
- Les informations relatives aux sous-traitants acceptés.

7.1.3. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Le titulaire s'engage à exécuter le marché en toute indépendance et à éviter toute situation pouvant créer un conflit d'intérêts avec le maître d'ouvrage ou d'autres intervenants. Il informe immédiatement le maître d'ouvrage de toute situation à risque et propose les mesures correctives nécessaires.

Conformément à la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016, le titulaire garantit que toute personne agissant pour son compte respecte les règles de lutte contre la corruption et le trafic d'influence, dispose de procédures internes adaptées, et informe le maître d'ouvrage de tout événement susceptible de constituer un avantage indu.





7.1.4. Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés aux personnes ou aux biens du fait ou à l'occasion de l'exécution des travaux sont à la charge de la partie qui en est responsable, conformément aux articles 6 et 14 du CCAG Travaux.

Le titulaire prend à sa charge la réparation de tous les dommages causés par lui-même ou par ses sous-traitants aux personnes, aux biens, aux ouvrages existants ou aux équipements.

L'acheteur prend à sa charge les dommages causés par lui-même ou par ses préposés aux personnes ou aux biens du titulaire.

7.1.5. Sous-traitance :

La sous-traitance est autorisée, sous réserve du respect des dispositions des articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique et de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Tout sous-traitant doit être accepté par le maître d'ouvrage et ses conditions de paiement agréées. Le titulaire demeure en tout état de cause responsable de la bonne exécution de l'ensemble des prestations prévues au marché.

7.1.6. Garantie :

Les prestations font l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un an, conformément à l'article 44 du CCAG Travaux.

Cette garantie court à compter de la date de réception des travaux et couvre toutes les réparations nécessaires, qu'elles soient dues à un défaut de matériaux, de mise en œuvre ou à toute autre cause imputable au titulaire.

En cas d'urgence, le titulaire s'engage à intervenir dans les délais fixés au CCTP.

L'entrepreneur est dégagé de ses obligations si le défaut résulte d'une mauvaise utilisation par le maître d'ouvrage.

Pendant la remise en état, et si la privation de jouissance cause un préjudice au maître d'ouvrage, celui-ci peut exiger la mise à disposition d'un matériel ou équipement de remplacement équivalent.

7.1.7. Retenu de garantie :

Conformément à l'article R.2191-32 du Code de la commande publique, la retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Son montant est fixé à **5 %** du montant initial du marché, ou à **3 %** si le titulaire est une PME au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique.





Dans le cadre du présent marché avec paiement unique, la retenue de garantie sera prélevée en une seule fois sur le montant du solde à verser au titulaire.

La retenue de garantie est restituée dans un délai de **30 jours** suivant l'expiration du délai de garantie, sous réserve que toutes les réserves aient été levées.

Si le montant à verser au titulaire ne permet pas ce prélèvement, celui-ci doit constituer une garantie à première demande, conformément aux articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

■ 7.2 Obligations liées à la sécurité

7.2.1. Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

■ 8.1 Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

■ 8.2 Pénalités communes à tous les lots

Les pénalités s'entendent hors taxes. Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, les pénalités sont dues dès le premier euro, sans seuil minimal d'exonération. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du manquement par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

8.2.1 Pénalités pour retard :

- **Période de préparation** : 1/3000 du montant HT du lot, par jour de retard.





- **Achèvement des travaux** : 1/1000 du montant HT du lot, par jour de retard.

8.2.2 Pénalités pour non-remise de documents :

- 100 € par jour et par document en retard (plans, notes techniques, DOE, attestations réglementaires).

8.2.3 Pénalités diverses :

- **Sous-traitance non autorisée** : 5 000 € par infraction.
- **Absence injustifiée aux réunions de chantier** : 100 € par absence.
- **Non-remise du DOE dans les délais** : 3 000 €.
- **Manquement aux règles de sécurité, hygiène et signalisation** : 250 € par jour.
- **Retard dans le nettoyage du chantier ou l'évacuation des gravats** : 100 € par jour.

■ **8.3 Résiliation et autres stipulations**

8.3.1 Résiliation du marché :

Les cas de résiliation sont régis par le CCAG Travaux applicable.

Par dérogation au du CCAG Travaux, le marché pourra être résilié pour faute et sans mise en demeure préalable en cas de condamnation du titulaire en sa qualité de personne morale ou physique au titre de l'irrespect des dispositions de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.

La résiliation pourra concerner l'ensemble du marché ou uniquement un ou plusieurs lots.

8.3.2 Résiliation partielle

Une résiliation partielle pourra être effectuée :

- soit d'un commun accord
- soit lorsque le titulaire ne respecte pas ses obligations contractuelles

8.3.3. Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus du CCAG.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.





8.3.4. Résiliation pour motif d'intérêt général

L'acheteur public se réserve le droit de résilier le marché (ou le lot concerné) à tout moment pour motif d'intérêt général, sans qu'il soit nécessaire de démontrer une faute du titulaire.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire est indemnisé uniquement pour :

- Les prestations effectivement réalisées à la date de la notification de la résiliation,
- Et les dépenses dûment justifiées engagées pour l'exécution des prestations réalisées.

Aucun autre dédommagement, notamment pour manque à gagner, ne pourra être réclamé.

8.3.5. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Mamoudzou
731 boulevard Younoussa Bamana
97600 MAMOUDZOU
Téléphone : 02 69 61 18 56
Télécopie : 02 69 61 18 62
Courriel : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

■ 9.1. Période de préparation :

Par dérogation aux articles 18.1 et 28.1 du CCAG Travaux, le présent marché ne comporte pas de période de préparation.

Le délai d'exécution des travaux commencera donc à courir directement à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage des travaux.

■ 9.2. Piquetage :

Le piquetage général et, le cas échéant, le piquetage spécial des ouvrages enterrés (réseaux, canalisations, câbles) sont réalisés par le titulaire, à ses frais, en présence du maître d'œuvre.

En cas de réseaux sensibles (électricité, eau), le titulaire doit prévenir l'exploitant dans les plus brefs délais avant le démarrage des travaux.





■ 9.3. Plans, notes de calcul et études de détail :

Les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le maître d'œuvre.

Le titulaire prend immédiatement en compte les observations opposables formulées par le maître d'œuvre.

■ 9.4 Echantillons et notices techniques :

Les modalités de remise des échantillons et documents techniques sont précisées dans les CCTP.

Aucun élément ne pourra être mis en œuvre sans validation préalable.

■ 9.5 Organisation, hygiène et sécurité :

Le titulaire doit :

- Appliquer toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs et des tiers ;
- Respecter les consignes du coordonnateur SPS ;
- Maintenir en permanence des conditions d'hygiène et de sécurité adaptées aux effectifs présents ;
- Mettre en œuvre les dispositifs de protection collective ;
- En cas d'urgence ou de danger grave et imminent, le coordonnateur SPS pourra demander l'arrêt du chantier et la mise en place de mesures conservatoires aux frais de l'entreprise concernée.

■ 9.6 Gestion des déchets :

Le titulaire est responsable de la gestion de ses déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation. Il transmettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les bordereaux de suivi et tickets de pesée correspondants. Un bilan déchets sera remis dans le DOE en fin de chantier.

■ 9.7 Pertes et avaries :

Aucune indemnité ne sera versée pour les travaux à démolir exécutés sans le visa préalable du maître d'œuvre.

■ 9.8 Travaux non prévus :

Lorsque le montant total des travaux atteint le montant contractuel, le titulaire doit stopper les travaux, même sans ordre écrit, jusqu'à décision du représentant du pouvoir adjudicateur.





10. RECEPTION

■ 10.1. Réception et livraison des travaux :

La réception des travaux est prononcée conformément à l'article 41 du CCAG Travaux.

Elle marque :

- Le point de départ des garanties légales, notamment la garantie de parfait achèvement et, le cas échéant, la garantie décennale,
- Le transfert de la garde de l'ouvrage au maître d'ouvrage.

■ 10.2. Réception partielle :

La réception peut être prononcée par lot, à la demande du maître d'ouvrage, lorsque les travaux d'un lot sont achevés et conformes aux stipulations du marché.

■ 10.3. Remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) :

Le DOE doit être remis au maître d'ouvrage au plus tard le jour des opérations préalables à la réception. À défaut, il sera appliqué les pénalités prévues à l'article relatif aux pénalités pour non-remise de documents.

■ 10.4. : Procédure

Le titulaire informe par écrit le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle il considère les travaux achevés.

Les opérations préalables à la réception sont effectuées en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et, le cas échéant, des autres intervenants désignés au marché.

■ 10.4. : Refus de réception

Le maître d'ouvrage peut refuser la réception :

- Si les travaux présentent des réserves incompatibles avec l'usage prévu,
- Si le nettoyage du chantier ou l'enlèvement des installations de chantier n'est pas effectué.





11. FIN DU MARCHÉ

■ 9.1 Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

Code de la commande publique et ses annexes (Légifrance)

CCAG Travaux du 30 mars 2021 dans sa rédaction en vigueur au moment de la remise de l'offre.

